Le pays Briard

Rebais La fermeture de la Trésorerie reportée d'un an

Six sites seraient supprimés au 1er janvier 2017 dans le département. Celui de Rebais est concerné, mais pourrait bénéficier d'un sursis d'un an. Une pétition est en cours.

Des bureaux en centre-ville qui pourraient disparaître.

Des bureaux en centre-ville qui pourraient disparaître.

La toute récente annonce de la fermeture de six Trésoreries locales en Seine-et-Marne au 1er janvier 2017, dont celle de Rebais, a fait l'effet d'une bombe en centre-ville. Personne ne s'attendait, dans cette commune briarde rurale, à ce que la Trésorerie disparaisse du paysage et prive Rebais et ses habitants d'un service public de proximité.
Trois établissements furent déjà supprimés l'an dernier dans le département.
Selon des sources syndicales, la CGT 77 Finances Publiques, qui distribuait mardi matin un tract sur le marché, « la mission de recouvrement de l'impôt serait transférée au Centre des Finances Publiques de Coulommiers. »
Ce nouveau coup porté au service public en zone rurale a touché directement les Resbaciens qui manifestaient leur agacement.
Une pétition est également lancée depuis le début de cette semaine. « Elle a déjà recueilli 180 signatures à Rebais » indiquait mercredi après-midi Sylvie Anselin, secrétaire-adjointe de Solidaires Finances Publiques 77. Pour l'organisation syndicale, « toutes les autres pétitions initiées contre la fermeture des six Trésoreries seront centralisées et transmises

à Bercy. »
La Trésorerie de Rebais, qui avait déjà reprise celle de Villeneuve-sur-Bellot, compte quatre agents et une chef de poste.
La Direction Départementale des Finances Publiques (DDFIP) s'est rendue à Rebais lundi et un Comité Technique Local s'est tenu le 15 avril.
La fermeture de la Trésorerie de Rebais devrait être reculée d'un an. Un nouveau Comité Technique Local aura lieu le 2 mai.
Pour Denis Dahan, directeur départemental des finances publiques de Seine-et-Marne joint par téléphone : « Il s'agit d'une phase de concertation à la fois en interne et en externe avec les élus locaux et nationaux. Rien n'est décidé pour l'instant. »